



COMMUNIQUE DE LA CONFERENCE DES EVEQUES DU VENEZUELA (CEV) FACE AUX JUGEMENTS RENDUS PAR LA COUR SUPREME

1.- Les événements survenus récemment, ainsi que la réunion de l'OEA et les jugements rendus par la Cour Suprême, plongent les habitants de ce pays dans une réflexion profonde, compte tenu de leur impacte sur les instances politiques, juridiques et sociales nationales et internationales. Il est évident que nous sommes face à une nouvelle crise nationale extrêmement grave qui porte atteinte à la démocratie et à la vie quotidienne du peuple vénézuélien.

2.- En tant que pasteurs de l'Eglise catholique, nous estimons que ces jugements méprisent et anéantissent la souveraineté du peuple, car elles obéissent à une logique d'exercice universel et unilatéral du pouvoir au détriment des citoyens. Il s'agit de jugements moralement inacceptables et par conséquent, condamnables. Les deux jugements rendus, qui ne découlent pas d'un exercice équitable du pouvoir, ont déclenché des critiques dans nombreux pays et pourraient engendrer encore plus de violence au Venezuela.

3.- L'exercice du pouvoir a été complètement déformé au Venezuela. Il semblerait que tout tourne au tour de la sphère politique, de la conquête du pouvoir, sans tenir compte des besoins réels d'un peuple qui exige un changement de la vision du pouvoir. L'incapacité à trouver des solutions à la pénurie d'aliments et de médicaments, le regain de la violence, l'incitation à la haine et la méconnaissance des principes de base pour vivre en paix, sont à l'origine de cette morosité à laquelle nous faisons face et qui entrave notre capacité de

compréhension et de développement.

4.- Au-delà de toute considération juridique et constitutionnelle, supprimer l'Assemblée nationale et la remplacer par une représentation du pouvoir judiciaire et exécutif, c'est mépriser la souveraineté du peuple et son pouvoir de décision. Un pays sans assemblée est comme un corps sans âme, comme un territoire sans vie dans lequel on ne pourrait pas exprimer une opinion divergente ou contraire au pouvoir. Ce jugement constitue une porte ouverte aux procédés arbitraires, à la corruption et à la persécution, et entraîne le pays vers une dictature où comme d'habitude, les plus faibles et les plus pauvres sont les plus touchés. Voilà pourquoi nous considérons, une fois de plus, ce jugement moralement inacceptable.

5.- Rejeter l'existence et les droits d'autrui équivaut, tout simplement, à détruire la démocratie et la diversité. Il s'agit d'une provocation face au désespoir qui découle du non-respect des droits fondamentaux que tout gouvernement est censé sauvegarder. Il est plus que nécessaire de promouvoir des gestes courageux et des initiatives innovatrices qui nous permettent *d'espérer contre toute espérance* (Cf. Rom. 4,18), et de construire une vie libre, juste et fraternelle; voici la mission de chacun d'entre nous, indépendamment de notre position. Ceci est une responsabilité inéluctable car face aux forces du mal, nous ne pouvons pas nous permettre de rester de simples spectateurs. Nous faisons un appel au peuple pour devenir les protagonistes du présent et du futur de notre cher pays (Appel de la Conférence des évêques du Venezuela, Janvier 2017).

6.- La Semaine sainte approche. Pour nous les Catholiques, la commémoration des souffrances de notre Seigneur Jésus Christ est un appel urgent à prendre conscience et à agir de façon pacifique mais catégorique face aux abus du pouvoir en place. Pas question de rester les bras croisés, d'avoir peur ou de tomber dans le désespoir. Nous devons défendre nos droits et ceux d'autrui. Le temps est venu de nous questionner, de façon sérieuse et responsable, sur le caractère légitime et opportun,

par exemple, de la désobéissance civile, des manifestations pacifiques, des revendications civiques et des demandes justes face aux pouvoirs nationaux et internationaux.

7.- En tant que Catholiques, nous devons suivre les pratiques religieuses de la Semaine sainte, la commémoration de la passion et de la résurrection du Christ, la liturgie et les bonnes actions, avec une conscience sociale qui nous permette de garder l'espoir, la joie et la solidarité malgré les clivages, propres aux êtres humains, qui nous séparent.

8.- Nous invoquons l'intercession de Jésus de Nazareth et de la Sainte Vierge pour que malgré les moments difficiles auxquels notre pays fait face, nous puissions retrouver le chemin pour sortir de cette gravissime et dangereuse crise tout en puisant nos forces dans la sagesse et la prudence de nos hommes et nos femmes.

Avec notre affectueuse bénédiction épiscopale,

Diego Rafael Padrón Sánchez
Archevêque de Cumaná
Président de la CEV

Mario Moronta Rodríguez
Evêque de San Cristóbal
2° Vice-président de la CEV

Son Excellence le Cardinal Jorge Urosa Savino
Archevêque de Caracas
Président honoraire de la CEV

José Luis Azuaje Ayala
Evêque de Barinas
1° Vice-président de la CEV

□

Víctor Hugo Basabe

Evêque de San Felipe
Secrétaire Général de la CEV

Son Excellence le Cardinal Baltazar E. Porras Cardozo
Archevêque de Mérida
Président honoraire de la CEV